

Les plateformes multi-acteurs (à créer ou à renforcer), dont le rôle est de plaider en faveur d'un meilleur climat d'investissement, environnement des affaires, conditions d'une meilleure intégration économique pour le secteur agroalimentaire et/ou des chaînes identifiées, seront aussi impliqués par l'action.

Le système financier a un rôle essentiel à jouer dans le développement des chaînes de valeur. Pour que ce rôle soit rempli, les acteurs financiers doivent être dotés d'instruments de financement nouveaux et innovants. Les Institutions de Microfinance (IMF) seront impliquées dans les activités visant l'augmentation de l'accès aux moyens de financement adaptés aux besoins de producteurs, des OP et de PME.

Acteur publics au niveau central et territorial (titulaires d'obligations)

Au niveau central, parties prenantes impliquées par l'action sont principalement: le Ministère de la production et de la transformation agricole (MPTA) ; Le Ministère de la formation professionnelle, des métiers et de la microfinance (MFPMM); le Ministère de la jeunesse et du leadership entrepreneurial (MJLE) ; le Ministère de l'élevage et des productions animales (MEPA) ; et le Ministère de l'industrie et du commerce. Le Ministère de la prospective économique et des partenariats internationaux (MPEPI) assurera la coordination interministérielle de l'action.

La recherche agricole et le conseil agricole sont sous la responsabilité de deux organisations contrôlées par le MPTA/l'Institut Tchadien pour la Recherche Agricole et le Développement (ITRAD) et l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER). Ces deux institutions appuient l'innovation et la vulgarisation auprès des communautés de producteurs, y compris avec des formation courtes. Les centres de recherche et les antennes territoriales de l'ITRAD e de l'ANADER assurent la fourniture de services de proximité aux communautés de producteurs. L'implication de l'ITRAD, de l'ANADER et des Directions du MPTA sera clé pour appuyer l'amélioration variétale, la certification et la multiplication de semences, la vulgarisation des bonnes pratiques et la structuration d'organisation des producteurs. A noter que le MEPA dispose aussi d'un dispositif de recherche (IRED) et de vulgarisation.

Presque 15 ministères sont impliqués au niveau de la formation professionnelle, chacun ayant des Directions thématiques, des bureaux territoriaux, des institutions spécialisées, d'établissements, ou encore des Centres de formation technique et professionnelle (CPFT). Les CFTP ne disposent pas d'un cadre formel de partage et d'échange sur la qualité de la formation agricole et rurale. Dans une moindre mesure la promotion du secteur privé, l'insertion professionnelle et l'appui à l'entrepreneuriat rentre aussi dans le mandat de plusieurs ministères.

Un rôle clé sera joué par les organisations de soutien aux entreprises, les agences de commerce et d'investissement et de promotion de la formation professionnelle continue, de perfectionnement et d'apprentissage. L'action pourra impliquer les organismes qui sont sous la tutelle des Ministères techniques qui ont un rôle de promotion et l'accompagnement des PME agricoles, de la transformation ou de la formation professionnelle, tels que : l'Agence Nationale des Investissements et Exportations (ANIE), le Fonds National d'appui à la Formation Professionnelle (FONAP), l'Office national pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE), l'Office national d'Appui à la Jeunesse et aux Sports (ONAJES). La Chambre de Commerce, Industrie et Agriculture et Métiers et d'Artisanat (CCIAMA) et les fédérations interprofessionnelles pourront aussi être impliqués. Les délégations régionales/provinciales de certains ministères seront également impliquées.

Le dispositif national de la qualité est assuré par l'ATNOR (Agence tchadienne de Normalisation), qui a pour mission de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la normalisation et de la qualité au Tchad. La CECOCQDA (Centre de contrôle de qualité des denrées alimentaires) est l'acteur public primairement impliqué par le contrôle des aliments. Le Centre est équipé avec un laboratoire d'analyses microbiologiques et physico-chimiques, pour assurer la qualité, l'hygiène et la sécurité des aliments. L'adaptation de ses services sera clé pour structurer les chaînes de valeur autour de l'amélioration de la qualité des aliments, qui reste parmi les défis plus importants au Tchad.

Un appui technique spécialisé est prévu pour assurer l'amélioration de la gouvernance et l'appropriation par les acteurs publics de l'innovation stimulée dans les domaines divers par l'action (dispositif de qualité, intégration des chaînes de valeur, accès aux financements, entrepreneuriat et inclusion du secteur privé, formation et insertion professionnelle, etc.).

Autorités locales et société civile

L'implication des autorités locales et de la société civile, en particulier les organisations communautaires de base qui vont représenter les voix des titulaires de droits, les organisations de femmes et de jeunes, les représentants de